

% RETRAITES : Le hold-up social continue ! %

attac
Mâcon

Propositions pour une autre réforme...

attac
Mâcon

C'EST LE TRAVAIL QUI PRODUIT LA RICHESSE ET POURTANT...



Dessin : www.bakchich.info

Il y a un lien entre la baisse de la part des salaires dans la richesse produite (PIB) de 8,8 points de pourcentage, depuis 1980, et l'augmentation de la part des profits. En 2009 c'est 160 milliards d'euros qui ont été versés en dividende aux actionnaires !

Il y a un lien entre les infirmières qui se font licencier et les millionnaires qui ne paient pas leurs impôts.

Il y a un lien entre les 13% de la population française qui vivent sous le seuil de pauvreté (8 millions de personnes) et l'argent que Liliane Bettencourt ne reverse pas au fisc !

La même logique est appliquée à chaque fois : diminuer les dépenses publiques, sous prétexte de réduire la dette, pour satisfaire les spéculateurs en leur ouvrant de nouveaux espaces d'enrichissements et satisfaire les agences de notation !

Pour payer les retraites de toutes et tous, en préservant réellement le système par répartition, pour permettre à chacune et chacun de bénéficier des services publics, pour financer la sécurité sociale...

...LE GOUVERNEMENT DOIT :

- augmenter les **RECETTES** plutôt que réduire les **DEPENSES**
- privilégier la **SOLIDARITE** plutôt que les **PROFITS**

Pour cela, il faut :

- augmenter les **COTISATIONS SOCIALES** et faire cotiser les **PROFITS**
- rétablir **L'IMPOT PROGRESSIF**

où chacun participe en fonction de ses moyens !

De l'argent il y en a... Il faut faire payer les riches !

Rejoignez le Comité Attac Mâcon 17 place des tulipiers 71007 Mâcon

macon@attac.org

<http://www.local.attac.org/71>

Réunion le 1^{er} lundi de chaque mois 20H30 MJC Héritan

Soirée formation : Vendredi 26 novembre, MJC Héritan – 20h
La dette publique: faux prétexte à une vraie politique de rigueur

Entrée libre



POUR PLUS DE JUSTICE SOCIALE
ET LA SUPPRESSION DU DEFICIT DE LA FRANCE :
RETABLISSEONS L'IMPOT PROGRESSIF



A quoi sert l'impôt ?

Dans une société sans impôt, chacun devrait se payer les services publics nationaux ou locaux qui aujourd'hui sont gratuits ou quasi-gratuits (les écoles, la santé, les routes...).

Les impôts et les cotisations sociales doivent permettre une redistribution sociale et corriger les inégalités.

A partir de l'année 2000, il y a eu une rupture dans l'orientation de la politique fiscale de la France, véritable origine du déficit public.

Aujourd'hui, l'impôt n'est plus progressif : 86 % des niches fiscales profitent à 10 % des plus riches. Elles leur permettent de réduire leurs impôts et de payer proportionnellement, moins d'impôts que les autres.

Des riches qui devraient être imposés à 40 % arrivent à descendre leur taux d'imposition à 5 % ! (un infirmier est imposé à hauteur de 12 %). Le taux d'imposition de Liliane B. est de 9 % et elle se fait « rétrocéder » 30 millions d'euros par le bouclier fiscal !

Les impôts n'ont pas augmenté depuis 10 ans et ont même baissé pour les revenus les plus élevés, le rapport de l'Assemblée Nationale (30/06/2010) montre que **l'Etat a perdu plus de 100 milliards d'euros de recettes fiscales en 10 ans** et les 486 niches fiscales coûtent 73 milliards d'€ par an. A cela s'ajoute le paiement des intérêts de la dette, soit 41 Milliard €.

Contrairement au matraquage idéologique du gouvernement, la dette actuelle n'a pas été engendrée par des dépenses excessives mais par des cadeaux fiscaux accordés au fil des ans et qui ont bénéficié aux plus favorisés, sans contrepartie. Plus fort encore, l'Etat emprunte auprès de ceux à qui on a décidé de faire payer moins d'impôts et leur offre ainsi une véritable rente payée par les contribuables. Cette dette est de plus gonflée par des taux d'intérêts imposés par les marchés financiers !

Le déficit de la France vient d'un déficit de recettes !

Avec une autre politique fiscale, la suppression de la plupart des niches fiscales et le financement de la dette par la BCE, non seulement il y aurait rapidement disparition de cette dette, mais un excédent à minima de 45 milliards d' € et cela sans toucher aux dépenses sociales.

Une soirée formation sur les impôts sera organisée en janvier (le 27 ?). Consulter notre site !